



**PRÉFET
DU HAUT-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GÉNÉRAL DE GAULLE
CS 71354
68070 Mulhouse Cedex 01

Mulhouse, le 25/02/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/01/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

BIMA 83

9 RUE DE L'INDUSTRIE
68700 Cernay

Références : 0006700522_2025_01_27_BIMA83_Cernay_VIIC_SDE_MMR_2024
Code AIOT : 0006700522

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/01/2025 dans l'établissement BIMA 83 implanté 9 RUE DE L INDUSTRIE 68700 Cernay. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite concerne le respect de l'arrêté préfectoral portant mise en demeure datée du 21 mai 2024 pris à la suite de la visite du 3 avril 2024 concernant la vérification des critères d'efficacité, d'adéquation de cinétique, de maintenance, et de tests de certaines Mesures de Maîtrise des Risques identifiée par l'Inspection dans l'étude de dangers des installations déposées en février 2020 (version consolidée). Le constat s'est limité à l'examen des MMR suivantes :

- Mesure de Maîtrise des Risques (MMR) « B3 : Joint plein - éviter le retour d'H2SO4 » sur le scénario « Depst 2b : Oleum - épandage dans la cuvette de rétention lors d'un dépotage ».
- Mesure de Maîtrise des Risques (MMR) « B2 : Intervention rapide de l'opérateur pour stopper la fuite » sur le scénario « Depst 1c - Acide ChloroSulfonique (ACS) - épandage dans la rétention ».

La visite concerne également la suite de deux demandes d'action correctives faites suite à la visite d'inspection du 11 octobre 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BIMA 83
- 9 RUE DE L INDUSTRIE 68700 Cernay
- Code AIOT : 0006700522
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

L'usine BIMA, est un site de production de colorant chimique. Le site fournit ces colorants au groupe BIC dont il fait partie, mais également à d'autres clients externes au groupe. Le site est soumis à autorisation et exploite un ensemble d'installations classées pour la protection de l'environnement qui concourent à la fabrication des colorants. Il est par ailleurs soumis aux directives dites SEVESO (seuil Haut) et IED (pour la fabrication de produits chimiques organiques).

Les installations contrôlées lors de l'Inspection sont précisées dans les points de constat.

Les référentiels utilisés sont :

- l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 21 mai 2024 faisant suite à l'inspection du 3 avril 2024 sur les sujets "Système de Gestion de la Sécurité (SGS)" et "Mesures de Maîtrise des Risques (MMR)" ;
- l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n°2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- SGS

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;

- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Efficacité de la MMR « B3 : Joint plein - éviter le retour d'H ₂ SO ₄ »	AP de Mise en Demeure du 21/05/2024, article 2	Levée de mise en demeure
2	Efficacité de la MMR « B2 : Intervention rapide pour stopper la fuite »	AP de Mise en Demeure du 21/05/2024, article 2	Levée de mise en demeure
3	Maintenance de la MMR « B2 : Intervention rapide pour stopper la fuite »	AP de Mise en Demeure du 21/05/2024, article 3	Levée de mise en demeure
4	Tests de la MMR « B2 : Intervention rapide pour	AP de Mise en Demeure du 21/05/2024, article 3	Levée de mise en demeure

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	stopper la fuite »		
5	Formation - application du SGS	AP de Mise en Demeure du 21/05/2024, article 4	Levée de mise en demeure
6	Suivi de la concentration en <i>Legionella Pneumophilla</i>	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 : point 3.7.I.3.a et b	Sans objet
7	Stratégie de traitement	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 : 3.7.I.2.b	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant s'est mis en conformité avec l'arrêté de mise en demeure du 21 mai 2024 relatif aux dispositions réglementaires qui lui sont opposables en matière d'efficacité, de cinétique de mise en œuvre, de maintenance ou de test de ses MMR, ainsi qu'aux dispositions de son SGS manquantes lors de l'inspection du 3 avril 2024. L'exploitant s'est mis en conformité avec les articles contrôlés de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Efficacité de la MMR « B3 : Joint plein - éviter le retour d'H₂SO₄ »

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 21/05/2024, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Mesures de Maîtrise des Risques (MMR)
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans un délai de 6 mois après notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions reprises en gras de l'article 4 de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 susvisé, [pour les deux MMR sus-considérées] : "Pour être prises en compte dans l'évaluation de la probabilité, les mesures de maîtrise des risques doivent être efficaces, avoir une cinétique de mise en œuvre en adéquation avec celle des événements à maîtriser, être testées et maintenues de façon à garantir la pérennité du positionnement précité."</p>
<p>Constats :</p> <p>Cette prescription s'inscrit dans le cadre des suites de la visite d'inspection du 3 avril 2024, ayant conduit à la signature de l'arrêté de mise en demeure du 21 mai 2024. La prescription porte sur la Mesure de Maîtrise des Risques (MMR) « B3 : Joint plein - éviter le retour d'H₂SO₄ » sur le scénario « Depst 2b : Oléum - épandage dans la cuvette de rétention lors d'un dépotage ».</p> <p>Sur le terrain, l'Inspection constate que la tuyauterie reliant les citernes de stockage d'oléum et d'acide sulfurique a bien été retirée comme annoncé par l'exploitant.</p> <p>Postérieurement au contrôle, l'exploitant a transmis à l'Inspection son étude de dangers (EDD) mise à jour, après analyse de ce document, l'Inspection constate que la barrière sus-considérée ne permet plus de décoter la probabilité ou l'intensité d'un phénomène dangereux dans l'EDD.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Efficacité de la MMR « B2 : Intervention rapide pour stopper la fuite »

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 21/05/2024, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Mesures de Maîtrise des Risques (MMR)
Prescription contrôlée : Dans un délai de 6 mois après notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions reprises en gras de l'article 4 de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 susvisé, [pour les deux MMR sus-considérées] : " Pour être prises en compte dans l'évaluation de la probabilité, les mesures de maîtrise des risques doivent être efficaces , avoir une cinétique de mise en œuvre en adéquation avec celle des événements à maîtriser, être testées et maintenues de façon à garantir la pérennité du positionnement précité."
Constats : Ce constat porte sur la Mesure de Maîtrise des Risques (MMR) « B2 : Intervention rapide de l'opérateur pour stopper la fuite » sur le scénario « Depst 1c - Acide ChloroSulfonique (ACS) - épandage dans la rétention ». L'intervention consiste à arrêter la pompe de dépotage en cas de détection de fuite, tel que décrit dans l'instruction de dépotage. L'examen de cette prescription doit être réalisé à l'éclairage des constats réalisés lors de la visite d'inspection du 3 avril 2024, ayant conduit à la signature de l'arrêté de mise en demeure du 21 mai 2024. Les constats réalisés sur site et sur pièces en 2024 mettaient en avant que : <ul style="list-style-type: none">• dans son étude de dangers (EDD) l'exploitant attribue un niveau de confiance de 1 pour cette MMR et considérait que cette MMR était uniquement « humaine » ;• que la barrière décrite par l'exploitant dans son EDD (détection visuelle de la fuite, puis arrêt de la pompe de transfert par déclenchement d'un bouton d'arrêt d'urgence (BAU)) n'est pas une barrière uniquement « humaine », c'est un Système à Action Manuel de Sécurité (SAMS) ;• concernant la partie relative à l'intervention humaine, les éléments de justification pour le niveau de confiance transmis par l'exploitant étaient inappropriés ;• il a pu être contrôlé sur site, la présence des consignes indiquant notamment l'obligation du port d'un masque à cartouche ABEK lors du dépotage, permettant ainsi de protéger l'intervenant pour réaliser l'action de sécurité en cas de dispersion atmosphérique d'un nuage d'acide chlorhydrique ;• Concernant la partie « technique » de la barrière envisagée par l'exploitant. Ce dernier n'a pas été en mesure lors du contrôle de justifier le niveau de confiance associé à cette partie de la MMR contrôlée. Postérieurement au contrôle, l'exploitant a transmis à l'Inspection son EDD mise à jour. Après analyse de ce document, l'Inspection constate que : <ul style="list-style-type: none">• l'exploitant attribue un niveau de confiance 1 pour la MMR;• les éléments de justification pour le niveau de confiance attribué à cette MMR n'appellent pas de commentaires de la part de l'Inspection. Les précédents constats n'appellent pas de commentaires de la part de l'Inspection.

Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 3 : Maintenance de la MMR « B2 : Intervention rapide pour stopper la fuite »

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 21/05/2024, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Mesures de Maîtrise des Risques (MMR)
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans un délai de 6 mois après notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions reprises en gras de l'article 4 de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 susvisé, [pour les deux MMR sus-considérées] : "Pour être prises en compte dans l'évaluation de la probabilité, les mesures de maîtrise des risques doivent être efficaces, avoir une cinétique de mise en œuvre en adéquation avec celle des événements à maîtriser, être testées et maintenues de façon à garantir la pérennité du positionnement précité."</p>
<p>Constats :</p> <p>Ce constat porte sur la MMR « B2 : Intervention rapide de l'opérateur pour stopper la fuite » sur le scénario « Depst 1c - Acide ChloroSulfonique (ACS) - épandage dans la rétention ».</p> <p>L'examen de cette prescription doit être réalisé à l'éclairage des constats réalisés lors de la visite d'inspection du 3 avril 2024, ayant conduit à la signature de l'arrêté de mise en demeure du 21 mai 2024. Les constats réalisés sur site et sur pièces en 2024 mettaient en avant que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • concernant la partie technique de la barrière qui est un Système à Action Manuel de Sécurité, aucune maintenance préventive spécifique n'était mise en œuvre et formalisée par l'exploitant ; • concernant la partie relative à l'intervention humaine, selon les éléments transmis par l'exploitant seules deux personnes (contre-maîtres) sont autorisées à suivre les opérations de dépotage et donc seules ces deux personnes sont en charge de l'arrêt de la pompe de dépotage en cas de fuite. Il a été également constaté : <ul style="list-style-type: none"> ◦ que la formation de l'un des contre-maîtres n'a pas été formalisée pour le suivi de l'opération de dépotage d'acide chlorosulfonique ; ◦ qu'aucun recyclage n'est mis en place pour cette formation initiale (permettant de maintenir dans le temps le niveau de connaissance des intervenants) ; ◦ qu'aucune formation initiale complète et détaillée n'est mise en place par l'exploitant pour le poste d'ESI ; • dans ses transmissions faites en amont du contrôle, l'exploitant met en avant que les contre-maîtres qui suivent les opérations de dépotage sont également Équipiers de Seconde Intervention (ESI), donc entraînés aux situations d'urgence, leur permettant de maintenir un niveau de confiance minimum en cas d'accident, cependant il a été constaté qu'aucune formation initiale complète et détaillée n'est mise en place par l'exploitant pour le poste d'ESI. <p>Concernant la maintenance de la partie technique :</p> <p>Au cours du contrôle, l'exploitant a précisé à l'Inspection que la partie technique de la MMR (l'arrêt d'urgence) est testé avant chaque dépotage, si l'arrêt d'urgence ne fonctionne pas, alors le</p>

dépotage n' a pas lieu et une maintenance curative est mise en œuvre. En amont, du contrôle, l'exploitant a transmis à l'Inspection le formulaire « Déchargement de chlorhydrique sulfurique » F-D-072-A précisant le protocole à suivre lors d'un dépotage d'acide sulfurique. Après analyse de ce document, l'Inspection constate qu'il est prévu l'étape suivante : « Démarrer [la pompe] en circuit fermé » puis « Vérifier que la pompe s'arrête après le déclenchement de chaque arrêt d'urgence [...] ».

Concernant la maintenance de la partie humaine :

En amont du contrôle, l'exploitant a précisé à l'Inspection que la formation initiale des contre-maîtres comprend une partie théorique et une partie pratique.

En amont du contrôle, l'exploitant a transmis à l'Inspection le document « Attestation de formation » F-Q-60. Au cours du contrôle, l'exploitant a présenté à l'Inspection le même document mis à jour avec les dernières formations suivies par les contre-maîtres. Après analyse de ces documents, l'Inspection constate que le document atteste de la formation théorique des contre-maîtres le 10 septembre 2024, de la formation pratique de l'un des contre-maîtres et de la formation d'un nouveau contre-maître. L'exploitant a précisé que ces formations pratiques sont réalisées lors d'un réel dépotage et que le deuxième contre-maître recevra son attestation de formation pratique lors du prochain dépotage qu'il exécutera.

Concernant la maintenance de la MMR globale :

L'exploitant a précisé en amont du contrôle que la MMR complète (partie humaine et barrière technique) est testée une fois tous les deux ans, ce test fait office de maintenance de la MMR.

En amont du contrôle, l'exploitant a transmis à l'Inspection le dernier exercice POI en date du 10 septembre 2024 sur le sujet « Fuite d'acide chlorosulfonique lors du dépotage » après analyse de ce document l'Inspection constate que la MMR a été testée, ce test fait office de maintenance de la MMR.

Les précédents constats n'appellent pas de commentaires supplémentaires de la part de l'Inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 4 : Tests de la MMR « B2 : Intervention rapide pour stopper la fuite »

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 21/05/2024, article 3

Thème(s) : Risques accidentels, Mesures de Maîtrise des Risques (MMR)

Prescription contrôlée :

Dans un délai de 6 mois après notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions reprises en gras de l'article 4 de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 susvisé, [pour les deux MMR sus-considérées] : **"Pour être prises en compte dans l'évaluation de la probabilité, les mesures de maîtrise des risques doivent être efficaces, avoir une cinétique de mise en œuvre en adéquation avec celle des événements à maîtriser, être testées et maintenues de façon à garantir la pérennité du positionnement précité."**

Constats :

Ce constat porte sur la MMR « B2 : Intervention rapide de l'opérateur pour stopper la fuite » sur le

<p>scénario « Depst 1c - Acide ChloroSulfonique (ACS) - épandage dans la rétention ».</p> <p>L'examen de cette prescription doit être réalisé à l'éclairage des constats réalisés lors de la visite d'inspection du 3 avril 2024, ayant conduit à la signature de l'arrêté de mise en demeure du 21 mai 2024. Les constats réalisés sur site et sur pièces en 2024 mettaient en avant qu'aucune procédure de test n'est mise en place par l'exploitant spécifiquement pour cette barrière.</p> <p>Se reporter au point de contrôle précédent, en effet, l'exploitant considère les tests de sa MMR comme une maintenance.</p> <p>Les constats n'appellent pas d'observations supplémentaires de la part de l'Inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 5 : Formation - application du SGS

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 21/05/2024, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Système de Gestion de la Sécurité (SGS)
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans un délai de 6 mois après notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions reprises ci-dessous de l'article 8 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 susvisé : "[...]L'exploitant met en œuvre les procédures et actions prévues par le système de gestion de la sécurité, conformément à l'article R. 515-99 du code de l'environnement. [...]"</p>
<p>Constats :</p> <p>L'examen de cette prescription doit être réalisé à l'éclairage des constats réalisés lors de la visite d'inspection du 3 avril 2024, ayant conduit à la signature de l'arrêté de mise en demeure du 21 mai 2024. Les constats réalisés sur site et sur pièces en 2024 mettaient en avant que l'exploitant n'avait pas été en mesure de fournir des éléments décrits dans son SGS notamment en lien avec le processus d'intégration et de formation des contre-maîtres en charge des opérations de dépotage d'acide chlorosulfonique.</p> <p>En cours du contrôle, l'Inspection a constaté que l'exploitant est en mesure de fournir des extraits de son SGS décrivant le processus d'intégration et de formation des contre-maîtres concernés par la MMR. En particulier les documents « SEC.01.01.02 », « SEC.01.01.05 », « SEC.01.01.01 ». Postérieurement au contrôle, l'exploitant a transmis à l'Inspection le document « SEC.01.01.01 » mis à jour, après analyse de ces documents, l'Inspection constate que l'exploitant formalise la réalisation d'exercice POI environ tous les 2 mois et que le test de la MMR est prévu dans ce cadre tous les 2 ans.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 6 : Suivi de la concentration en Légionella Pneumophilla

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 : point 3.7.1.3.a et b
Thème(s) : Risques chroniques, Légionelle
Prescription contrôlée :

La fréquence des prélèvements et d'analyses des Legionella pneumophila est au minimum bimestrielle pendant la période de fonctionnement de l'installation.

[...]

Cette fréquence d'analyse s'applique dès lors que l'installation de refroidissement est en fonctionnement, que le fonctionnement soit continu ou intermittent.

Le prélèvement est réalisé par un opérateur [...] sur un point du circuit d'eau de refroidissement où l'eau est représentative du risque de dispersion des légionelles dans l'environnement et hors de toute influence directe de l'eau d'appoint. Pour les circuits où l'eau est en contact avec le process à refroidir, ce point est situé si possible en amont et au plus proche techniquement possible de la dispersion d'eau, soit de préférence sur le collecteur amont qui est le plus représentatif de l'eau dispersée dans un flux d'air.

Ce point de prélèvement, repéré sur l'installation par un marquage, est fixé sous la responsabilité de l'exploitant. Il doit permettre la comparaison entre les résultats de plusieurs analyses successives.

Constats :

Cette prescription s'inscrit dans le cadre des suites de la visite d'inspection du 11 octobre 2024, ayant conduit à une demande d'action corrective. Les constats réalisés sur site et sur pièce en 2024 mettaient en avant que l'exploitant n'identifiait pas précisément par un marquage le point de prélèvement pour l'analyse des Legionella pneumophila sur son installation.

Par courrier du 21 novembre 2024, l'exploitant justifie son retour en conformité vis-à-vis de la prescription contrôlée par une photo mettant en évidence le nouveau marquage du point de prélèvement. Suite à l'analyse de cette photo, l'Inspection constate que l'exploitant s'est mis en conformité avec la prescription contrôlée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Stratégie de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 : 3.7.I.2.b

Thème(s) : Risques chroniques, Légionelle

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en œuvre un traitement préventif de l'eau à effet permanent pendant toute la durée de fonctionnement de l'installation, dont l'objectif est à la fois de réduire le biofilm et de limiter la concentration en légionelles libres dans l'eau du circuit.

L'exploitant peut mettre en œuvre tout procédé de traitement, physique et/ou chimique, dont il démontre l'efficacité sur la gestion du risque de prolifération et dispersion des légionelles.

L'exploitant s'efforce de concevoir ce traitement préventif de manière à limiter l'utilisation de produits néfastes pour l'environnement.

Dans tous les cas, l'exploitant décrit et justifie la stratégie de traitement préventif adoptée dans la fiche de stratégie de traitement préventif jointe au plan d'entretien.

Dans le cas où le traitement préventif comprend un traitement chimique, les concentrations des produits dans l'eau du circuit sont mises en œuvre à des niveaux efficaces pour la gestion du risque de prolifération et de dispersion des légionelles, ne présentant pas de risque pour l'intégrité de l'installation et limitant les impacts sur le milieu.

L'exploitant justifie du choix des produits de traitements utilisés, de leurs caractéristiques et modalités d'utilisation (fréquence, quantités), au regard des paramètres propres à l'installation (notamment les matériaux, le volume), des conditions d'exploitation et des caractéristiques physico-chimiques de l'eau du circuit à traiter, en particulier la qualité de l'eau d'appoint, la température et le pH. Il s'assure de la compatibilité des molécules entre elles, afin d'éviter les risques d'interaction qui réduisent l'efficacité des traitements et altèrent la qualité des rejets.

En cas d'utilisation d'injections ponctuelles de biocide(s) en traitement préventif, l'exploitant justifie que cette stratégie de traitement est la mieux adaptée à son installation et la moins impactante pour l'environnement.

Les stratégies de traitement préventif par injection de biocides non oxydants en continu sont limitées aux cas où l'exploitant justifie qu'aucune stratégie alternative n'est possible.

Dans tous les cas, l'exploitant mentionne dans la fiche de stratégie de traitement les produits de décomposition des produits de traitement susceptibles de se trouver dans les rejets de l'installation de refroidissement, et les valeurs de concentration auxquels ils sont rejetés.

[...]

L'exploitant dispose de réserves suffisantes de produits pour faire face à un besoin urgent ou à des irrégularités d'approvisionnement.

Constats :

Cette prescription s'inscrit dans le cadre des suites de la visite d'inspection du 11 octobre 2024, ayant conduit à une demande d'action corrective. Les constats réalisés sur site et sur pièce en 2024 mettaient en avant certains manquements, notamment :

- la stratégie de traitement n'était pas formellement décrite, étaient notamment manquants : les quantités à injecter ou concentration de produit à obtenir, la fréquence d'injection, la méthode d'injection, les produits à utiliser parmi ceux présentés ;
- les produits de décomposition susceptibles de se retrouver dans les rejets de l'installation et leurs quantités étaient absents.

Par courrier du 21 novembre 2024, l'exploitant justifie son retour en conformité vis-à-vis de la prescription contrôlée en transmettant notamment la liste des produits de dégradation des biocides utilisés à la TAR et la stratégie de traitement mise à jour. L'exploitant précise par ailleurs que le seul produit utilisé préventivement est le Stabrex ST 40 dont le produit de dégradation est le bromure, l'exploitant s'engage à ajouter le bromure à la liste des paramètres suivis annuellement dans les eaux de rejet de la TAR.

Après analyse de la stratégie de traitement, l'Inspection constate que l'exploitant s'est mis en conformité avec la prescription contrôlée.

Type de suites proposées : Sans suite